



## L'épouvantail de la « théorie du complot »

Par [Michel Segal](#)

Mondialisation.ca, 26 juin 2015

[Kairos](#)

Région : [Asie](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

*Une véritable campagne d'intimidation se déploie - à coups d'émissions TV, de dossiers de presse, d'accusations infâmant, de « listes noires », d'interdictions de parler etc... - à l'encontre de « complotistes » et de « confusionnistes » où l'on fait figurer, pêle-mêle, des critiques surtout dérangeants des politiques des Etats-Unis, d'Israël, de l'Union européenne etc... (curieusement, il s'agit toujours de ceux-là !) et les « populistes » « antisémites » « conspirationnistes délirants » auxquels les précédents sont abusivement amalgamés.*

*Les procédés de cette « chasse aux sorcières », couverte par certains intellectuels français, sont de type policier et rappellent les méthodes de l'extrême-droite « organisée », y compris des menaces physiques à l'encontre d'organiseurs de débats « conspirationnistes ».*

*Cela frise la terreur intellectuelle, vu que les « accusés » sont quasiment mis en demeure de se taire ou, de facto, réduits au silence par des médias (journalistes) eux-mêmes effrayés d'être vus en sulfureuse compagnie.*

*Difficile de savoir « qui tire les ficelles » de ce...complot médiatique auquel prend également part une certaine « gauche » bienpensante. Il faudrait IDENTIFIER les sources, en particulier les soi-disant « antifas » qui se chargent de cette basse besogne.*

*A titre d'information, le « journal antiproductiviste » KAIROS publie cette critique cinglante de...*

Le 4 janvier dernier, le New-York Times ouvre un débat dans ses colonnes avec une courte série d'articles sur les théories du complot<sup>1</sup>. Après les attentats parisiens du 7 janvier paraissent également dans les journaux français de nombreux articles sur ce thème - avec des titres explicites trahissant l'objectif poursuivi. On peut lire par exemple : « *Les jeunes plus exposés à la théorie du complot* », « *Comment naissent les théories du complot* », « *La théorie du complot, l'arme politique du faible* », « *Les rouages de la machine complotiste* » ou encore « *Pourquoi les enfants sont tentés par la théorie du complot ?* ».

Tous ces articles évoquent les théories du complot sans qu'aucun d'eux n'ose préciser ce que ce vocable, hors de toute conviction, de toute réalité et de toute opinion, peut objectivement désigner. A leur lecture, apparaît pourtant le seul dénominateur commun de tous ces points de vue : la perte de confiance d'une partie de la population face à la présentation officielle d'évènements (ou à leurs analyses), c'est-à-dire émanant du pouvoir, grands médias ou institutions politiques. Cette défiance - justifiée ou non - vis-à-vis des thèses officielles porte de plus en plus de gens à accorder leur confiance à des sources non

officielles présentant des versions des faits sensiblement différentes. Dès lors, si l'on imagine que ce phénomène peut se généraliser à une part importante de la société, on comprend mieux l'inquiétude des pouvoirs, et plus généralement de nos élites. Car que resterait-il de notre système si les populations ne croyaient plus ce que leur disent les élites politiques et médiatiques qui les dirigent ?

L'objectif de tous ces articles apparaît sans ambiguïté : décrédibiliser toute personne mettant en doute les thèses officielles, c'est-à-dire la vérité telle que la conçoit le pouvoir. A ce titre, toutes les vieilles méthodes sont employées, à commencer par l'emploi de néologismes suggestifs, comme « *les conspirationnistes* » évoquant sans détour l'image de gens à moitié fous s'imaginant que des comploteurs masqués se réunissent en secret la nuit dans les caves pour nuire à la communauté tout entière.

La seconde méthode, qui était fréquemment pratiquée par l'URSS et la Chine de Mao, consiste à disqualifier la parole des gens qui doutent des versions officielles en leur collant sur le dos une pathologie certifiée par des spécialistes. Ainsi, toute parole dissonante ou dissidente sera considérée comme un comportement déviant qu'il faut soigner. Comme le disait très sérieusement une journaliste de France 2 : « *il faut repérer et traiter tous ceux qui ne sont pas Charlie* »<sup>2</sup>. Dans la demi-douzaine d'articles du NYT<sup>3</sup>, un supposé spécialiste du phénomène dénonce la nature « paranoïaque » des conspirationnistes, un autre y voit le symptôme d'une anxiété « *de masse* » (on notera le choix du terme soulignant la nature peu instruite ou éduquée des conspirationnistes qui appartiennent à « *la masse* »), un autre encore évoque les croyances populaires aidant le peuple à admettre ce qu'il ne comprend pas. Le portrait est dressé : celui qui émet un doute sur les thèses présentées par le pouvoir s'appelle un conspirationniste, c'est un malade mental généralement peu instruit appartenant à la masse et sujet à des croyances populaires car il ne comprend pas le monde. Dans les articles français, on trouve l'utilisation de la même méthode, puisque l'on parle de « *vulnérabilité* » au conspirationnisme<sup>4</sup> comme à une maladie, vulnérabilité accrue avec la jeunesse : l'idée est de faire passer la remise en cause des thèses officielles pour de l'adolescence attardée. Les conspirationnistes sont donc des victimes – immatures dans la totalité des cas – et les journalistes se demandent comment leur venir en aide. L'un des articles va d'ailleurs plus loin que la simple référence à l'adolescence puisqu'il parle des *enfants tentés par la théorie du complot*<sup>5</sup>. Ainsi, si un doute naît dans votre esprit sur ce qui vous est présenté officiellement, cela signifie que vous êtes retombés en enfance. Dans le même esprit, on notera également l'intervention dans les colonnes du NYT<sup>6</sup> d'une professeure de psychologie qui use d'une bienveillance maternelle avec une extrême condescendance jugeant ces théories risibles et inoffensives pour la plupart.

« *Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage* », c'est la troisième méthode destinée à neutraliser toute idée contraire aux thèses officielles. Pour cela, on va associer au conspirationnisme des thèses parfois indéfendables ou saugrenues, ou encore poursuivies par la loi. Ainsi, en lisant les articles cités plus haut, on pensera que les conspirationnistes ne croient pas aux premiers pas sur la lune en 1969, qu'ils sont convaincus que les extra-terrestres ont débarqué sur terre il y a longtemps (mais que les gouvernements nous le cachent), et enfin, que ce sont des négationnistes. Sachez donc que si vous doutez de certaines informations ou analyses exposées dans les grands médias, cela signifie que vous pensez que les extra-terrestres sont parmi nous et que vous niez l'existence des chambres à gaz. Cette méthode est d'une efficacité redoutable puisque, en ces temps terrifiants de procès pour pensée, de dénonciation calomnieuse d'intention ou de non-charlisme, chacun redoute, et c'est bien légitime, d'être soupçonné de la sorte et lynché.

Le portrait-robot du conspirationniste ayant été tracé, que ce soit sous les traits de la naïve victime de son incompréhension du monde, ou sous ceux du délire paranoïaque du malade mental, il faut aussi en citer des exemples et le situer sur un échiquier politique infréquentable. On lira alors dans Le Figaro : « *le conspirationnisme était le propre de l'extrême droite. Depuis les attentats du 11 septembre, on le trouve aussi chez certains courants de la gauche radicale* »<sup>7</sup>. Le message est clair : extrême droite et extrême gauche se rejoignent dans la déraison ; seuls des extrémistes peuvent douter des versions officielles. Quant aux exemples, ils sont explicites : Alain Soral, l'humoriste Dieudonné ou Jean-Marie Le Pen sont cités. Une fois toutes ces précautions prises, on peut alors qualifier certaines analyses de conspirationnistes pour les discréditer. On apprend ainsi, par de supposés experts censés « *démonter les mécanismes complotistes* »<sup>8</sup>, que le conspirationnisme est très répandu en Russie. En effet, toujours dans le même article, d'après « l'expert » interrogé, « *les télévisions du Kremlin décrivent (...) les révolutions de couleur comme des complots occidentaux* ». Cette fois, si vous pensez que certains renversements de régime ont été organisés ou soutenus par des agences américaines, c'est que vous êtes victime de la propagande du Kremlin passé maître dans l'art du conspirationnisme. Dans Le Monde, on peut lire le même type de discours, tout aussi accusateur quand, à propos de l'assassinat de Boris Nemtsov, le journal écrit : « *La théorie du complot prend de l'ampleur à Moscou (...) et le pouvoir russe n'hésite pas à désigner son commanditaire : l'Occident* »<sup>9</sup>. L'objectif est ici, à l'aide de disqualification par théorie du complot, d'écartier toute explication autre que celle de l'assassinat de Nemtsov par le Kremlin.

Plus intéressante encore, et infiniment plus inquiétante, la description des conspirationnistes faite par la fondation Jean-Jaurès, le fameux think tank du parti socialiste auquel le président Hollande a commandé un rapport en janvier. Voici ce que le laboratoire d'idées, réputé siège de l'élite des intellectuels du parti gouvernemental, écrit dans son rapport<sup>10</sup> lorsqu'il entreprend de décrire ceux qui doutent des thèses officielles : « (...) *mouvance hétéroclite, fortement imbriquée avec la mouvance négationniste, et où se cotoient admirateurs de Hugo Chavez et inconditionnels de Vladimir Poutine. Un milieu interlope que composent d'anciens militants (...) d'extrême gauche, (...), souverainistes, nationaux-révolutionnaires, ultra-nationalistes, nostalgiques du IIIème Reich, militants anti-vaccination, partisans du tirage au sort, révisionnistes du 11 septembre, antisionistes, adeptes des médecines alternatives, agents d'influence du régime iranien, bacharistes, (...)* ». De cet odieux inventaire à la Prévert destiné à rendre compte du conspirationnisme tel que l'entend le pouvoir, c'est le mépris et l'intolérance, voire la haine et l'insulte qui émergent de ces associations infâmes, mêlant sans honte les adeptes de la médecine douce avec les admirateurs de nazis et de Hugo Chavez (à propos de ce dernier, rappelons qu'il a été le président de gauche du Venezuela, régulièrement élu quatre fois consécutives, et qu'il s'est illustré au plan international par son refus de se plier à la domination américaine ; son alliance avec Morales en Bolivie, Correa en Equateur ou Castro à Cuba en font un acteur majeur de la vague socialiste en Amérique latine, vague qui vient de faire plier Obama il y a quelques jours, contraint de lever l'embargo sur Cuba). D'après le Parti Socialiste français, approuver le socialisme de Chavez, c'est être un paria, tout comme refuser d'alimenter la guerre civile en Syrie, ou faire partie d'un milieu interlope, ou être antisioniste, ou être un nostalgique du IIIème Reich, c'est appartenir à une mouvance où se côtoient tous les infréquentables, tous les sorcières qu'il faut combattre. Notons d'ailleurs qu'à cette liste noire, la fondation Jean Jaurès ose ajouter, déshonorant ainsi le nom qu'elle porte, celui d'Etienne Chouard, simple citoyen blogueur devenu célèbre en 2005 pour avoir lancé une campagne pour le « Non » au référendum sur la Constitution européenne, et

revendiquant aujourd'hui une position radicale sur la nécessité de repenser la démocratie.

A la lecture de cette description pitoyable – dont il faut répéter qu'elle est réalisée par l'élite du parti au pouvoir – on comprend aisément que sont estampillés conspirationnistes tous ceux qui ne pensent pas comme le veulent nos élites. Ainsi, le problème « complotiste » n'est plus de distinguer le vrai du faux, le vraisemblable de la fable ou le délire de la raison, non, le problème est de penser ou non comme le suggère le pouvoir. Il faut donc condamner tous ceux qui, finalement, « ne sont pas Charlie ».

Ce mois de janvier 2015 s'achève par un texte étonnant :

*« Pour combattre un ennemi, il faut d'abord le connaître et le nommer (...) c'est toujours le complot, le soupçon, la falsification (...). Les théories du complot se diffusent sans limites et ont, dans le passé, déjà conduit au pire. Alors face à ces menaces, il nous faut des réponses, des réponses fortes, des réponses adaptées. (...) Il faut prendre conscience que les thèses complotistes prennent leur diffusion par internet et les réseaux sociaux (...). Nous devons agir au niveau international pour qu'un cadre juridique puisse être défini, et que les plateformes qui gèrent les réseaux sociaux soient mises devant leurs responsabilités et que des sanctions soient prononcées en cas de manquement. »*

Ces quelques lignes ne sont pas extraites d'un manuscrit d'Orwell qui n'aurait pas encore été publié, mais du discours de François Hollande prononcé le 27 janvier dernier à propos de l'antisémitisme. Deux semaines après ce discours, est publié le décret d'application<sup>11</sup> du blocage de sites internet sans juge pour suspicion d'apologie d'actes terroristes, ce qu'Amnesty International dénonce comme un concept flou<sup>12</sup> dans un article où l'on apprend le 18 mars que cinq sites ont déjà été bloqués sans procédure de justice.

Le 19 mars est présenté en Conseil des ministres le projet de Loi Renseignement, prévoyant de renforcer les données liées aux connexions internet : l'idée majeure est d'installer des boîtes noires chez les fournisseurs d'accès internet contrôlant et vérifiant tous les transits de données. L'argument est de les équiper d'algorithmes destinés à déceler des comportements proches d'éventuels terroristes, et de contrôler les personnes en contact avec les personnes déjà suspectées. De plus, la conservation des données est étendue de un à cinq ans et tous les opérateurs devront fournir les éléments permettant le déchiffrement des données. Le quotidien *Le Monde* précise<sup>13</sup> : « La France n'est pas seule à se pencher sur la question du chiffrement : le sujet est aussi à l'origine d'un bras de fer entre le FBI, Apple et Google. (...) *Le premier ministre britannique, David Cameron, a quant à lui menacé ces derniers mois de rendre illégaux les systèmes de chiffrement dont les créateurs n'auront pas fourni les « clefs » aux autorités.* »

Enfin, le 9 avril, les principaux hébergeurs de sites internet réagissent en lançant un signal d'alerte dans un communiqué adressé au Premier Ministre<sup>14</sup>. Outre dresser un tableau noir des conséquences économiques qu'aurait l'adoption d'une telle loi (perte de plusieurs milliers d'emplois et démenagement vers l'étranger de toutes leurs plateformes), ils s'opposent à la « captation en temps réel des données de connexion » par les boîtes noires aux contours flous, et déclarent : « *[40% de clients étrangers] viennent parce qu'il n'y a pas de Patriot Act en France, que la protection des données des entreprises et des personnes est considérée comme importante. Si cela n'est plus le cas demain en raison de ces fameuses « boîtes noires », il leur faudra entre 10 minutes et quelques jours pour quitter leur hébergeur français.* » (...) « *En effet, nous ne sommes pas les États-Unis, nous n'avons pas de NSA, dont les activités de surveillance opaques ont poussé nombre*

*d'entreprises et de particuliers du monde entier à devenir clients de la France : une démocratie plus transparente et respectueuse des droits de ses citoyens. »*

Ainsi pourraient se dessiner les contours d'un nouveau monde, bien étrange, un monde dans lequel de grosses entreprises viennent au secours de nos libertés en nous protégeant du pouvoir politique.

Michel Segal

Kairosjuin, 25 juin 2015

*Michel Segal : Auteur de Ukraine : Histoires d'une Guerre, éditions Autres Temps, 2014.*

La source originale de cet article est [Kairos](#)  
Copyright © [Michel Segal](#), [Kairos](#), 2015

---

Articles Par : [Michel Segal](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)